



Evreux, le 28 novembre 2014

## **Déclaration liminaire au CDAS** **du 28 novembre 2014**

Monsieur le Président,

Depuis de trop nombreuses années, les agents publics sont devenus les boucs émissaires présentés comme la principale cause de tous les maux de notre société.

Trop nombreux, trop coûteux, trop privilégiés ... Face à cette caricature, le gouvernement continue de pratiquer la « liquidation » de la fonction publique et de ses services publics : gel de la valeur du point d'indice jusqu'en 2017, baisse des effectifs dans les ministères jugés non prioritaires, remise en cause de la politique familiale, économies de plusieurs milliards sur l'assurance maladie, une fiscalité qui pénalise les plus pauvres et les classes moyennes !

Dans ce contexte d'austérité grandissante, « l'action sociale » prend tout son sens.

Solidaires Finances considère que l'action sociale permet aux agents de retrouver du lien social de diverses manières. Elle les aide à mieux supporter leurs difficultés quotidiennes professionnelles ou personnelles. Alors que l'administration n'a de cesse de supprimer des emplois dans les délégations, et d'alourdir toutes les procédures par le biais de CHORUS et la politique de marchés public, Solidaires Finances affirme qu'une action sociale de qualité et efficace est une action sociale départementale qui dispose de véritables moyens humains et financiers.

Pour Solidaires Finances, l'action sociale est au cœur des préoccupations des agents, titulaires ou non, actifs ou retraités. Elle doit répondre aux besoins sociaux en termes de logement, de restauration, de petite enfance, de loisirs et apporter une solution aux difficultés de tous ceux et de toutes celles confronté(e)s aux accidents de la vie. Elle doit être porteuse de valeurs de solidarité, de partage, d'aide aux plus démunis et contribuer à améliorer les conditions de vie des agents.

Enfin, pour 2015, Solidaires Finances exige des moyens financiers permettant de répondre aux besoins des agents actifs comme retraités et n'acceptera pas qu'au nom de l'austérité, les mesures permettant d'atténuer les difficultés quotidiennes soient rognées voire supprimées.

Les représentants Solidaires Finances au CDAS de l'Eure.